

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1986 sauf pour ce qui concerne le major Carlier et le capitaine-commandant Pelsmakers pour lesquels il produit ses effets le 9 mars 1987.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,  
F.-X. de DONNEA

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES**

F. 87 — 1039 (87 — 783)

**10 AVRIL 1987.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 29 avril 1987, page 6402, à l'article 3, B, texte français, lire « enfants bénéficiaires en vertu du présent arrêté », au lieu de « enfants bénéficiaires visés à l'alinéa précédent ».

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

F. 87 — 1040

**21 MAI 1987.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 octobre 1981 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1981 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, modifié par les arrêtés royaux du 12 juillet 1982, 21 novembre 1984, 13 mai 1985 et 20 janvier 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier sans retard l'arrêté royal du 16 octobre 1981 pour se conformer à la directive 77/93/CEE du Conseil du 21 novembre 1976 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans les Etats membres d'organismes nuisibles aux végétaux ou produits végétaux;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures, de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 90.1 et 2 de l'arrêté royal du 16 octobre 1981 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 90.1. Les végétaux, produits végétaux et la terre décrits à l'annexe V et également mentionnés à l'annexe IV, à l'exception des points 1, 3b, 4b, 5 et 6, doivent, lors de leur importation, être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par le service phytosanitaire officiel du pays d'origine ou d'une copie certifiée conforme.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1986 behalve voor majoor Carlier en voor kapitein-commandant Pelsmakers voor dewelke het uitwerking heeft met ingang van 9 maart 1987.

**Art. 3.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
F.-X. de DONNEA

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND**

N. 87 — 1039 (87 — 783)

**10 APRIL 1987.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 april 1987, blz. 6402, in artikel 3, B, Franse tekst, lezen « enfants bénéficiaires en vertu du présent arrêté », i.p.v. « enfants bénéficiaires visés à l'alinéa précédent ».

**MINISTERIE VAN LANDBOUW**

N. 87 — 1040

**21 MEI 1987.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 oktober 1981 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1981 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 juli 1982, 21 november 1984, 13 mei 1985 en 20 januari 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld het koninklijk besluit van 16 oktober 1981 te wijzigen om zich te schikken naar de richtlijn 77/93/EEG van de Raad van 21 november 1976 betreffende de beschermende maatregelen tegen het binnenbrengen op het grondgebied van de lid-Staten van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 90.1 en 2 van het koninklijk besluit van 16 oktober 1981 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 90.1. Planten, plantaardige producten en grond, omschreven in bijlage V en tevens vermeld in bijlage IV, met uitzondering van de punten 1, 3b, 4b, 5 en 6, moeten bij invoer vergezeld zijn van een gezondheidscertificaat afgeleverd door de officiële fyto-sanitaire dienst van het land van oorsprong of een officieel geaarmerkte kopie.

Si l'envoi a été scindé, entreposé ou reconditionné dans un autre pays que le pays d'origine, il doit à l'importation être en outre, accompagné soit d'un certificat phytosanitaire délivré par le service phytosanitaire officiel du pays réexpéditeur, soit, lorsque ce service estime que l'envoi n'a pas été exposé à un risque phytosanitaire sur son territoire, d'un certificat phytosanitaire de réexpédition délivré par ledit service.

2. Tous les autres végétaux, produits végétaux et la terre, décrits à l'annexe V, doivent à l'importation être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par le service phytosanitaire officiel du pays d'origine ou d'un des pays dans lequel ils ont été introduits, ou d'une copie certifiée conforme de ce certificat.

Si l'envoi a été scindé, entreposé ou reconditionné dans un autre pays que le pays d'origine, il doit être accompagné d'un certificat phytosanitaire délivré par le service phytosanitaire officiel du pays de réexpédition. Si ce service estime que l'envoi n'a pas été exposé à un risque phytosanitaire sur son territoire, l'envoi doit être accompagné soit d'un certificat phytosanitaire délivré par ce service, soit d'un certificat phytosanitaire de réexpédition délivré par ce service et d'un certificat phytosanitaire délivré par un autre service visé à l'alinéa 1er. »

Art. 2. A l'article 98 du même arrêté, les mots « définis à l'annexe V » sont supprimés.

Art. 3. L'article 99 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Cette disposition est également applicable aux végétaux et produits végétaux autres que ceux décrits à l'annexe V qui sont originaires de Belgique et qui sont exportés vers un Etat membre qui requiert des exigences particulières pour l'introduction sur son territoire de ces produits. »

Art. 4. L'article 100 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 100.1. Les végétaux, produits végétaux et la terre, décrits à l'annexe V, originaires d'un pays autre que la Belgique et mentionnés également à l'annexe IV, à l'exception des points 1, 3b, 4b, 5 et 6 doivent, lors de leur réexpédition vers un Etat membre, être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par le service phytosanitaire officiel du pays d'origine ou d'une copie certifiée conforme de ce certificat.

2. La disposition du point 1 est également applicable aux végétaux et produits végétaux originaires d'un pays autre que la Belgique et qui sont exportés vers un Etat membre qui requiert des exigences particulières pour l'introduction sur son territoire de ces produits.

3. Lorsqu'un envoi visé sous le point 1 et 2 est scindé, entreposé ou reconditionné en Belgique, il doit, lors de la réexpédition vers un Etat membre, être en outre accompagné d'un certificat phytosanitaire délivré par le service ou, si le service estime que l'envoi n'a pas été exposé à un risque phytosanitaire en Belgique, d'un certificat phytosanitaire de réexpédition délivré par le service.

4. Tous les autres végétaux, produits végétaux et la terre repris à l'annexe V et originaires d'un autre pays que la Belgique doivent, à la réexpédition vers un Etat membre, être accompagnés soit des certificats phytosanitaires requis à leur importation en Belgique, soit d'un certificat phytosanitaire délivré par le Service.

5. Lorsqu'un envoi, visé sous le point 4, a été scindé, entreposé ou reconditionné en Belgique, il doit, lors de la réexpédition vers un Etat membre, être accompagné d'un certificat phytosanitaire délivré par le Service.

Toutefois, si le Service estime que l'envoi n'a pas été exposé à un risque phytosanitaire en Belgique, il doit être accompagné soit des certificats phytosanitaires requis à l'importation en Belgique et d'un certificat phytosanitaire de réexpédition délivré par le Service, soit d'un certificat phytosanitaire délivré par le Service.

6. En vue de délivrer un certificat phytosanitaire visé sous les points 1 à 5, le Service peut, s'il le juge nécessaire, prescrire un traitement à l'acide cyanhydrique ou à tout autre produit phytopharmaceutique désigné par le Service. Le Service peut à ce sujet utiliser ses installations de fumigation existantes. A ce titre des indemnités sont dues, fixées par le Ministre. »

Art. 5. A l'article 101.1, alinéa 1, du même arrêté, les mots « énumérés à l'annexe V » sont supprimés.

Indien een zending in een ander land dan het land van oorsprong is opgesplitst, opgeslagen of anders is verpakt, moet de zending bij invoer bovendien vergezeld zijn ofwel van een door de officiële fyto-sanitaire dienst van het land van herverzending afgeleverd gezondheidscertificaat, ofwel, indien ze in dat land naar het oordeel van die dienst niet aan een fyto-sanitair risico is blootgesteld geweest, van een door die dienst afgeleverd gezondheidscertificaat voor herverzending.

2. Alle andere in bijlage V omschreven planten, plantaardige produkten en grond moeten bij invoer vergezeld zijn van een gezondheidscertificaat, afgeleverd door de officiële fyto-sanitaire dienst van het land van oorsprong of van een de landen waarin ze zijn binnengebracht, of van een officieel gewaarmerkte kopie van dit certificaat.

Indien een zending in een ander land dan het land van oorsprong is opgesplitst, opgeslagen of anders is verpakt, moet de zending vergezeld zijn van een door de officiële fyto-sanitaire dienst van het land van herverzending afgeleverd gezondheidscertificaat. Evenwel, indien de zending in dat land naar het oordeel van die dienst niet aan een fyto-sanitair risico is blootgesteld geweest, moet zij vergezeld zijn ofwel van een door die dienst afgeleverd gezondheidscertificaat, ofwel van een door die dienst afgeleverd gezondheidscertificaat voor herverzending en van een gezondheidscertificaat afgeleverd door een andere dienst bedoeld in het eerste lid. »

Art. 2. In artikel 98 van hetzelfde besluit worden de woorden « omschreven in bijlage V » geschrapt.

Art. 3. Artikel 99 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Die bepaling is ook van toepassing op planten en plantaardige produkten, niet in bijlage V omschreven, die van oorsprong uit België zijn en die uitgevoerd worden naar een lid-Staat die bijzondere eisen stelt voor het binnenbrengen op zijn grondgebied van die produkten. »

Art. 4. Artikel 100 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 100.1. De in bijlage V omschreven planten, plantaardige produkten en grond, van oorsprong uit een ander land dan België, moeten, indien zij tevens vermeld zijn in bijlage IV, met uitzondering van de punten 1, 3b, 4b, 5 en 6, bij herverzending naar een lid-Staat vergezeld zijn van een door de officiële fyto-sanitaire dienst van het land van oorsprong afgeleverd gezondheidscertificaat of van een officieel gewaarmerkte kopie van dit certificaat.

2. Het in punt 1 bepaalde is ook van toepassing op planten en plantaardige produkten van oorsprong uit een ander land dan België, die uitgevoerd worden naar een lid-Staat die bijzondere eisen stelt voor het binnenbrengen op zijn grondgebied van die produkten.

3. Indien een zending bedoeld onder punt 1 en 2 in België is opgesplitst, opgeslagen of anders is verpakt, moet zij bij herverzending naar een lid-Staat bovendien vergezeld zijn van een door de Dienst afgeleverd gezondheidscertificaat of, indien ze naar het oordeel van de Dienst niet is blootgesteld geweest aan een fyto-sanitair risico in België, van een gezondheidscertificaat voor herverzending afgeleverd door de Dienst.

4. Alle andere in bijlage V omschreven planten, plantaardige produkten en grond, van oorsprong uit een ander land dan België, moeten, bij herverzending naar een lid-Staat, vergezeld zijn ofwel van de bij invoer in België vereiste gezondheidscertificaten, ofwel van een door de Dienst afgeleverd gezondheidscertificaat.

5. Indien een zending, bedoeld onder punt 4, in België is opgesplitst, opgeslagen of anders is verpakt, moet ze bij herverzending naar een lid-Staat vergezeld zijn van een door de Dienst afgeleverd gezondheidscertificaat.

Evenwel, indien de zending naar het oordeel van de Dienst niet is blootgesteld geweest aan een fyto-sanitair risico in België, moet ze vergezeld zijn ofwel van de bij invoer in België vereiste gezondheidscertificaten en van een door de Dienst afgeleverd gezondheidscertificaat voor herverzending, ofwel van een door de Dienst afgeleverd gezondheidscertificaat.

6. Indien nodig kan de Dienst, met het oog op het afleveren van een van de onder punten 1 tot 5 bedoelde gezondheidscertificaten, een behandeling met blauwzuur of met een ander door de Dienst aangewezen fytofarmaceutisch produkt voorschrijven. De Dienst kan hiertoe gebruik maken van zijn bestaande begassingsinstallaties. Hiervoor zijn door de Minister vastgestelde vergoedingen verschuldigd. »

Art. 5. In artikel 101.1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « in bijlage V genoemde » geschrapt.

**Art. 6.** Notre Ministre des Relations extérieures, Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1987.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,  
**L. TINDEMANS**  
Le Ministre des Finances,  
**M. EYSKENS**  
Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,  
**P. DE KEERSMAEKER**

**Art. 6.** Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,  
**L. TINDEMANS**  
De Minister van Financiën,  
**M. EYSKENS**  
De Staatssecretaris voor Landbouw,  
**P. DE KEERSMAEKER**

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 87 — 1041

**9. MÄRZ 1987.** — Dekret zur Abänderung des Erlasses mit Verordnungscharakter vom 19. Dezember 1977 betreffend die Anerkennung und Bezuschussung von Sportverbänden für Behinderte sowie die Bezuschussung von Sportvereinen für Behinderte

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

**Artikel 1.** Artikel 11 des Erlasses mit Verordnungscharakter vom 19. Dezember 1977 betreffend die Anerkennung und Bezuschussung von Sportverbänden für Behinderte sowie die Bezuschussung von Sportvereinen für Behinderte wird aufgehoben.

**Art. 2.** Dieses Dekret findet zum ersten Male auf die Tätigkeiten des Jahres 1986 Anwendung.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 9. März 1987.

Vorsitzender der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft

**J. MARAITE**

Gemeinschaftsminister für Ausbildung, kulturelle Animation und Medien

**B. FAGNOUL**

Gemeinschaftsminister für Jugend, Sport, Erwerbschulung und Soziales

**M. GROSCH**

TRADUCTION

### COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 87 — 1041

**9 MARS 1987.** — Décret portant modification de l'arrêté réglementaire du 19 décembre 1977 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des fédérations sportives pour handicapés et au subventionnement des cercles sportifs pour handicapés

Le Conseil de la Communauté germanophone a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 11 de l'arrêté réglementaire du 19 décembre 1977 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des fédérations sportives pour handicapés et au subventionnement des cercles sportifs pour handicapés est abrogé.

**Art. 2.** Ce décret est applicable pour la première fois aux activités de l'année 1986.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Eupen, le 9 mars 1987.

Président de l'Exécutif de la Communauté germanophone

**J. MARAITE**

Ministre communautaire de la Formation, de l'Animation culturelle et des Media

**B. FAGNOUL**

Ministre communautaire de la Jeunesse, du Sport, de la Formation des Adultes et des Affaires sociales

**M. GROSCH**